**Catalogne**

\* Gouvernement, exécutif catalan = Generalitat

\* Législatif = Parlement de Catalogne

\* 11 septembre = fête nationale de Catalogne

Personnages clés

\* Carles Puigdemont

\* Oriol junqueras - Gauche républicaine de Catalogne (ERC)

\* Carme Forcadell

\* Soraya Saenz de Santamaria - bras droit de M. Rajoy

\* Ada Colau – maire de Barcelone

Parlement (élections 21 décembre 2017)

\* Carme Forcadell = Présidente du Parlement de Catalogne depuis 2015

\* Ciutadans – Inés Arrimadas 25% 36 sièges

\* Ensemble pour la Catalogne – Carles Puigdemont 21% 34 sièges

\* ERC-CatSí – Marta Rovira 21% 32 sièges

1979 = Statut autonomique (sorte d’avenant à la Constitution espagnole) qui offre certaines compétences en matière d’éducation, de sécurité, de transport et de santé.

2005 = Le gouvernement socialiste de Jose Luis Zapatero forme une alliance avec les socialistes catalans (PSC), la gauche républicaine (ERC) et la droite nationaliste (CiU) pour donner plus de prérogatives à l’autonomie catalane.

2006 = Reforme du statut d’autonomie disant que la Catalogne est une nation, faisant partie de la nation espagnole votée par le parlement catalan avec une majorité fixée à 70%, par le Congrès des députés espagnols et par le Sénat d’Espagne (victoire du oui à 73,90%).

18 juin 2006 = fin du problème catalan

2006 = L’Église, le patronat, les syndicats ouvriers ou encore le Partido Popular avec Mariano Rajoy rentrent en campagne contre le nouveau statut catalan. Référendum national et pas seulement en Catalogne demandé

=> le parti conservateur dépose un recours devant le tribunal constitutionnel qui suspend la réforme du statut.

2010 = Le statut est largement retoqué et vidé de sa substance. La réforme fiscale est annulée, la Catalogne n’est plus une nation mais une simple région d’Espagne.

=> un million et demi de manifestants dans les rues.

27 décembre 2010 = Artus Mas devient président de la Generalitat de Caa

2011 = crise économique et arrivée au pouvoir de Mariano Rajoy

=> Sentiment d’injustice vis-à-vis de la répartition fiscale qui ne fait aucune différence pour les régions prospères. Les autorités catalanes se plaignent également que Madrid ne donne pas assez de moyens aux infrastructures locales comme l’aéroport ou les réseaux ferrés et les nationalistes insistent sur le dynamisme local et rappellent inlassablement qu’un quart des richesses espagnoles proviennent de la Catalogne.

Tentative de négociation autour du pacte fiscal pour que la Catalogne récupère une partie des impôts comme le prévoyait le nouveau statut d’autonomie.

=> Réponse de Mariano Rajoy : non et ce n’est pas négociable.

9 novembre 2014 = Grande consultation populaire “souhaitez-vous que la Catalogne devienne un état indépendant ?”. Plus de deux millions de Catalans participeront, le oui gagnera largement à plus de 80%.

=> Artur Mas affirme que le gouvernement de Catalogne prend le vote au sérieux et qu’une feuille de route serait dessinée pour emmener la Catalogne vers son indépendance.

2016 = Mas est condamné à 2 ans d’inéligibilité et une forme amande.

[…]

12 janvier 2016 = Le parlement de Catalogne investit Carles Puigdemont 130e président de la Generalitat.

Printemps 2016 = Carles Puigdemont annonce que la Catalogne organisera un référendum d’autodétermination en octobre 2017. Refus catégorique de Rajoy qui joue la carte anti-indépendance

=> Après la campagne électorale tous les ponts sont rompus entre l’État central et la Catalogne.

5 et 6 septembre = Point de non-retour, le parlement catalan vote en désobéissance totale avec les textes espagnols la loi encadrant le référendum ainsi que la législation entourant la déconnexion de la Catalogne si le oui l’emporte le 1er octobre.

=> Fermeture des sites webs du référendum par la police espagnole. La Guardia Civil effectuent des perquisitions dans les rédactions de journaux catalans qui diffusaient la campagne de publicité référendaire. Blocage des comptes bancaire de la Generalitat, mettant fin de facto à l’autonomie du gouvernement catalan. Placement en garde à vue de la moitié des responsables du ministère de l’économie catalan.